

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 12 juin 2023

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

Route du Fief Cordelier
94380 BONNEUIL-SUR-MARNE

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2023/AH/N°216GR
Code AIOT : 0007410273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté route du Fief Cordelier à Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- RTE DU FIEF CORDELIER 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE
- Code AIOT : 0007410273
- Régime : Autorisation

Contexte de la visite :

Cette inspection fait suite au courriel du coordinateur QSE de la société REVIVAL. Ce courriel a informé l'inspection des installations classées qu'un départ de feu a eu lieu en fin de journée du 24 avril 2023 suite à une opération de découpage par chalumeau et que la brigade des sapeurs pompiers de Paris (BSPP) est intervenue afin de sécuriser le chantier.

Cependant lors de l'inspection, le chef de chantier a informé qu'aucun départ de feu n'a eut lieu. La fumée, observée sur le site, était due à la pluie qui était tombée sur les découpes de métaux au chalumeau encore chauds.

Présentation de l'AIOT :

La société est implantée sur un terrain de 18 690 m², appartenant au domaine public et géré par PORT DE PARIS (gestion foncière, technique...), au nord de la darse Sud, dont elle est limitrophe.

Les activités autorisées concernent principalement l'exploitation d'un centre de tri – transit de métaux et de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'une installation de dépollution de véhicule hors d'usage (VHU). Il n'y a pas d'activité de broyage sur le site.

L'apport des matières est réalisé, au choix du client, soit par collecte, soit par livraison directe sur la plateforme spécialement aménagée pour cela (zone de pesée dédiée à l'achat de détail). Les clients concernés, producteurs et livreurs de leurs déchets, sont des industriels (ICPE ou non), des PME, des artisans, des particuliers et des collectivités locales.

Le site était exploité par la société GDE depuis 2013 (récépissé de succession du 18 mars 2013). Depuis le 1er avril 2022, la société REVIVAL en est le nouvel exploitant.

L'établissement est classé sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Quantité ou volume des activités
2710-1-a	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes.	> 7 tonnes
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	40 tonnes
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	650 tonnes 50 tonnes de petits appareils ménagers
2560-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1 000 kW.	1 300 kW
2710-2-a	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non-dangereux. Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 m ³ .	> 600 m ³
2712-1	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² .	Zone de dépollution des VHU : 250 m ² Zone de stockage des VHU non dépollués : 400 m ² ; Zone de stockage des VHU dépollués : 400 m ² .
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Plateforme de tri/transit regroupement de métaux ferreux et non-ferreux non dangereux d'une surface 1 100 m ² et 3 zones de stockage de 365 m ²

A : Autorisation, E : Enregistrement.

Les activités de l'établissement étaient réglementées par les arrêtés suivants :

- l'arrêté ministériel du 26 avril 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

(ICPE) ;

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des ICPE et modifiant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des ICPE ;
- l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des ICPE ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011/3739 du 8 novembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/6415 du 30 juillet 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément VHU n° 2018/3482 du 23 octobre 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article Article 5.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	
Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 5.3.6	/	Lettre de suite préfectorale	
Découpage au chalumeau	Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 7.3.6	/	Lettre de suite préfectorale	
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 25 avril 2023, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011, **4 non-conformités et 1 observation** ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : des déchets ne sont pas stockés dans les conditions limitant les risques de pollution (article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011) ;
- **Non-conformité n°2** : des déchets non autorisés sont présents sur site (article 5.3.6 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011) ;
- **Non-conformité n°3** : l'exploitant réalise des découpes au chalumeau a des distances inférieures à 8 mètres de tous éléments inflammables ou combustibles (article 7.3.6 de

- l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011) ;
- **Non-conformité n°4** : des bidons ayant contenu des produits susceptibles de nuire à l'environnement ne sont pas sur rétention (article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011) ;
- **Observation n°1** : l'exploitant doit contrôler les robinets d'incendie armé du site (article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011) ;

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article Article 5.1.3
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans les conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement). En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que des déchets (véhicules hors d'usages, batteries, moteurs) (cf. planche photographique) susceptibles de nuire à l'environnement n'étaient pas entreposés dans les conditions limitant le risques de pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°2 : Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 5.3.6
Prescription contrôlée : Les déchets non visés ci-dessus et en particulier les déchets suivants ne sont pas admis sur le site :les déchets dangereux tels que définis à l'annexe II de l'article R541-8 du Code de l'Environnement, autres que ceux liés à la dépollution ou à la réparation de véhicules (batteries, huiles usagées,...);les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux;les déchets qui présentent un caractère explosible, toxique, radioactif;les ordures ménagères brutes;les déchets verts et les déchets inertes;les déchets de chantier majoritairement composés de gravats ou de matériaux inertes;les pneumatiques usagés autres que ceux présents sur les véhicules non dépollués admis sur le site;les fûts métalliques fermés ainsi que les bouteilles de gaz non vidées et non largement ouvertes;les cuves ou citernes métalliques non accompagnés d'un certificat de dégazage.
Constats : Lors de l'inspection, une quantité importante de bouteille de gaz était présente sur l'enceinte de l'établissement.
Observations : L'exploitant doit réaliser une surveillance plus importante des déchets qui leur sont amenés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°3 : Découpage au chalumeau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 7.3.6
Prescription contrôlée : Les opérations de découpage au chalumeau ne peuvent être effectuées à moins de 8 mètres de tout dépôt de produits inflammables et de matières combustibles.
Constats : Plusieurs matières inflammables se trouvent à proximité de la zone de découpage au chalumeau (plastiques, tissus, planche de morceau de bois comprimé, ...). Les dépôts de produits inflammables se trouvent à proximité de la zone de découpage au chalumeau (bouteilles d'oxygènes et de propanes).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 7.4.3
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution {prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
Constats : Des bidons de produits ayant contenu un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est présent sur le site sans rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2011, article 7.5.2
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été observé que les moyens d'intervention ont été contrôlés depuis moins d'un an. Cependant, les robinets d'incendie armé (RIA) ont été contrôlés le 26/04/2022 et l'inspection des installations classées n'a pas été informé par l'exploitant de la réalisation de ce contrôle.
Observations : L'exploitant doit réaliser le contrôle des RIA le plus rapidement possible
Type de suites proposées : Sans suite

Planche Photographique



Zone de découpage au chalumeau



Stockage de liquides inflammables à proximité de la zone de découpage au chalumeau



Déchets combustibles à proximité de la zone de découpage au chalumeau



Bouteilles de gaz interdites présentes sur site



Bouteilles de gaz interdites présentes sur site



Bidons dangereux sans rétention



Batteries entreposées en extérieur



VHU entreposé dans des conditions défavorables



Moteurs entreposés dans des conditions défavorables